

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 28 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENROBES 35 (SARL)

La Rougeraie
35410 Domloup

UD/2024-315

Code AIOT : 0005506557

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2024 dans l'établissement ENROBES 35 (SARL) implanté La Rougeraie 35410 Domloup. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite intervient à la suite de la constatation d'une pollution constatée sur la route départementale de la Rougeraie sur la commune de DOMLOUP.

Dans ce cadre, une inspection sur l'ensemble des ICPE présentant sur cette route a été réalisé en portant une atteinte particulière à la gestion des eaux ainsi que des poussières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENROBES 35 (SARL)
- La Rougeraie 35410 Domloup
- Code AIOT : 0005506557
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Il s'agit d'une centrale d'enrobage

Contexte de l'inspection :

- Pollution constatée au lieu-dit La Rougeraie

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le déversement étant à l'origine de cette action de contrôle, a été réalisé hors de l'emprise ICPE de ces installations (sur une route départementale).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétention	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9.I	Sans objet
2	Capacité	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9.II	Sans objet
3	Rétention	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9.IV	Sans objet
4	Confinement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.10	Sans objet
5	Point de rejet	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.4	Sans objet
6	Propreté	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.4	Sans objet
7	Envols de poussières	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette installation est exploitée conformément aux prescriptions réglementaires encadrant son activité.

L'exploitant a pris toutes les dispositions afin de bien séparer les eaux de process des eaux pluviales. L'exploitant a bien pris en considération les risques que peuvent engendrer son activité en terme de pollution et a mis en oeuvre des dispositifs tout au long de son installation permettant d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9.I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres

minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
Constats : Les liquides susceptibles de provoquer une pollution sont stockés dans des récipients d'une capacité unitaire de stockage d'un mètre cube. Chaque récipient est positionné sur une rétention de capacité équivalente. Certains produits sont quant à eux stockés dans des silos verticaux et sont également équipés de muret faisant office de rétention dont la capacité est équivalente à celle des silos.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Capacité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9.II
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs respectant les dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles.
Constats : Les rétentions permettant de confiner ces effluents sont étanches et résistent aux agressions physiques de ces produits (muret et sols en béton). L'Inspection n'a pas constaté de fuites au niveau de ces rétentions ni au niveau des jointures. Aucun dommage physique n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9.IV
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité
Prescription contrôlée :

<p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le sol des zones de dépotage et de travail est étanche.</p> <p>En plus des zones de rétention pour les produits chimiques et les silos verticaux, l'exploitant a mis en place une zone de confinement lors du dépotage de produit des camions.</p> <p>En effet, lors du transfert du produit issu des camions vers les silos verticaux, le bitume risque de s'échapper. L'aire de dépotage permet ainsi de récupérer l'ensemble des produits répandus accidentellement et il est à noter, à chaque extrémité de cette plateforme de dépotage, la présence de vanne de sectionnement permettant de confiner ces produits.</p> <p>Les produits peuvent ainsi être récupérés sans risquer de provoquer une pollution accidentelle des eaux de surface.</p> <p>Les vannes de sectionnement répartis sur l'installation sont indiqués par un panneaux et l'exploitant a été capable de les mettre en oeuvre à la demande de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Dans son procédé de fabrication d'enrobé, l'exploitant n'utilise pas d'eaux industrielles. De ce fait, les pollutions accidentelles peuvent avoir pour origine le déversement accidentel de produits ou la survenue d'un incendie.</p> <p>Les eaux susceptibles d'être polluées sont dirigées vers un bassin de confinement équipé d'une vanne de sectionnement.</p> <p>Cette vanne est indiquée par un panneau et est en état de fonctionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Point de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation collecte et déverse ses eaux pluviales vers le milieu extérieur par un point de rejet qui est situé dans un fossé proche de l'installation le long de la route départementale de la Rougeraie.</p> <p>L'Inspection a constaté l'absence de traces de pollution visibles au niveau de ce point de rejet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> <p>Toutes les précautions sont prises pour éviter les risques d'envols de déchets, notamment lors de leur enlèvement mais aussi dans leur gestion usuelle par l'exploitant.</p> <p>Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble de l'installation est maintenu dans un état de propreté correct malgré son activité.</p> <p>Les matières premières sont stockés par tas de manière ordonnée et en limitant la propagation de ces matériaux au sol.</p>

<p>L'exploitant effectue le nettoyage de son installation en fonction des conditions météorologiques et n'a pas de fréquence préalablement définies.</p> <p>L'Inspection n'a pas constaté d'amas de poussières sur les installations de l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Envol de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Envol de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adopte les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ; - les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; - des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.
<p>Constats :</p> <p>Afin de limiter les envols de poussières, l'exploitant entretient régulièrement les voiries et les aires de stationnement. La zone de stockage des matières premières située à l'arrière de cette installation est entourée de végétation formant un écran végétal entre cette exploitation et les riverains.</p> <p>Lors de cette visite, l'Inspection a constaté que le site était dans un état de propreté satisfaisant au regard de son activité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Planche photos



Vanne d'isolement permettant de confiner les eaux polluées

Point de rejet au milieu extérieur



Cuve de produits stockées sur des rétention de capacité adaptée



Silo vertical de GNR avec sa rétention adaptée



Zzone de dépotage des camions



Bassin de confinement